



## EN NECROPHAGE CHATEL S'ATTAQUE À L'OS

Révision Générale des Politiques Publiques, Pacte de stabilité, Rétablissement des finances publiques, crise économique ou pas, tous les arguties sont bons pour justifier des réductions drastiques des moyens publics dans l'éducation nationale.

Les parents d'élèves sont montrés du doigt, jetés à la vindicte publique : comme étant démissionnaires, comme étant de mauvais parents. L'état leur supprime les allocations familiales, l'état soutient par des réductions d'impôts les officines privées peu scrupuleuses de leur clientèle, l'état ménage de manière éhontée les établissements privés sous contrat.

Donner à ceux qui ont plus et prendre à ceux qui ont le moins ! Un élève scolarisé dans le privé coûte plus cher à l'état qu'un élève scolarisé dans le public. 20 % des dépenses pour 17 % des élèves scolarisés. Combien coûte en réalité à l'état, l'éducation des enfants issus des 5% des ménages ayant les revenus les plus élevés du pays ?

Dans notre région, nous notons une forte corrélation entre la dégradation des conditions d'accueil et de travail de nos enfants avec les résultats catastrophiques du système scolaire.

Et c'est dès le primaire que nos enfants subissent ces dégradations avec la suppression des RASED, la diminution du temps d'enseignement, le non-remplacement des enseignants absents et le projet de fusion des écoles.

En cinq ans nous sommes passé de 66 à 62 % d'une classe d'âge accédant au baccalauréat, une baisse sans précédent, qui est la conséquence directe de la dégradation des taux d'encadrements dans notre académie. Chaque année il manque 1 300 bacheliers en Midi-Pyrénées

### **Parents enseignants ne soyons pas complices de cette politique.**

1 300 élèves sacrifiés par an, c'est le prix que fait payer le ministère de l'éducation nationale aux familles de notre région. C'est 4 000 élèves en moins dans le secondaire, c'est l'équivalent de trois lycées, c'est une économie de plus de 400 postes d'enseignants pour le ministère.

### **La FCPE 31 appelle ses adhérents à redoubler de vigilance lors des conseils de classes.**

Ne soyons pas dupes :

**En fin de troisième**, pour 30 élèves orientés vers la voie professionnelle, c'est 10 élèves non affectés et un poste d'enseignant supprimé.

**En fin de seconde**, pour 15 élèves subissant une réorientation forcée c'est un poste d'enseignant supprimé.

**En lycée professionnel**, pour 10 élèves de BEP dissuadés de continuer en Bac Pro c'est 1 poste de supprimé.

Il s'agit en fait d'un phénomène diffus, un élève par classe suffirait pour renverser cette tendance.

Il nous faut en finir avec les conseils de classes couperets, qui visent essentiellement à exclure les élèves du système éducatif pour générer des économies pour le ministère de l'éducation nationale.

### **La FCPE 31 appelle l'ensemble de ses adhérents à se mobiliser le 19 juin 2010 pour la défense de l'école publique.**